

Les Français redécouvrent les vertus du micro-social*

Michel Forsé,

Chargé d'études à l'OFCE

Plusieurs signes permettent de penser qu'aujourd'hui les Français valorisent les univers sociaux de petite dimension. La désyndicalisation, une certaine dépolitisation à l'école et, en sens inverse, une croissance sans précédent de la création d'associations destinées à gérer des pans entiers de la vie sociale, participent certainement à ce mouvement. De même on observe que la famille fait preuve d'une extraordinaire vitalité ; non seulement les individus (jeunes ou vieux) continuent de valoriser l'univers familial, mais ils semblent s'y réfugier de plus en plus.

La croyance en un progrès technologique toujours plus intense soutenant une économie de croissance a fait long feu. Aujourd'hui, les individus se replient davantage sur des groupes, des lieux, des organisations qu'ils peuvent mieux maîtriser parce que moins énormes. La société devient plus diverse à mesure que les besoins d'autonomie, d'expression de soi et de sa différence croissent mais aussi plus complexe puisqu'il n'est plus possible d'identifier un individu par son appartenance à un macro-groupe.

Les conséquences de ce phénomène sont multiples. Par exemple, le développement des associations a permis dans les villes de tisser de nouveaux réseaux notabiliaires d'où sont issus et sur lesquels s'appuient beaucoup des nouveaux députés élus en juin 1981. Sur le plan économique, on assiste à l'émergence de nouvelles consommations, plus « personnalisées » que les précédentes ou devant évoquer une certaine idée de la convivialité ou de la rusticité. On peut aussi remarquer que le développement de l'économie informelle est tout à fait lié à ce mouvement de repli sur le micro-social qui implique un développement des réseaux de relations indispensables à sa mise en œuvre et mieux adaptés aux nouveaux besoins d'autonomie, de différence ou de sociabilité immédiate.

Avant la dernière guerre, dans une France encore très rurale, les Français étaient centrés sur leur village ou confinés dans leur appartenance de classe. Depuis le début des années 50. la consommation de masse, l'exode agricole, les mass media, la forte croissance démo-

* Cet article a été conçu au sein du Département des Etudes de l'OFCE. dans sa cellule sociologique animée par Henri Mendras.

graphique ont bousculé les structures bourgeoises hiérarchisées et cloisonnées et contribué à faire disparaître les paysans en tant que classe sociale. Les Français créaient et développaient de grands appareils (concentration des entreprises, planification d'Etat, partis et syndicats au nombre d'adhérents croissant, développement des chambres de métier, d'industrie, etc.). Depuis une dizaine d'années, le mouvement s'est inversé, on redécouvre les vertus du micro-social. Dans un paysage économique, social et démographique qui s'est considérablement « massifié », ce « retour » fait surgir une dimension nouvelle du local, du « petit », du naturel pour une société qui paraît en voie d'homogénéisation.

Cette tendance au repli vers de petits univers (famille, associations, localités, ...) nous semble correspondre à une transformation majeure et profonde des sensibilités, des attitudes et des comportements des Français. Elle est attestée par des signes sociaux divers. Nous avons choisi ici de nous arrêter sur trois des plus importants : la désyndicalisation, la vigueur corrélative et sans précédent de la vie associative et la vitalité de la famille. Nous verrons ensuite comment le sociologue explique ces changements qui participent chacun à leur manière de ce mouvement de repli dont les conséquences sont multiples. Il sera facile de montrer par exemple, que le développement de l'économie informelle s'en trouve très largement favorisée.

Du militantisme syndical au militantisme moral⁽¹⁾

Aujourd'hui, les mots d'ordre globaux mobilisent moins qu'auparavant et les grandes structures de représentations (organisations syndicales, mais aussi partis politiques) semblent faire les frais de cette désaffection. Selon un sondage des *Dossiers de l'Etudiant*, 80 % des lycéens, cuvée 80, considèrent qu'aucune organisation politique n'exprime leurs analyses ou leurs espoirs. Ils n'étaient que 71 % dans le sondage de 1978 et auraient sans doute été encore moins nombreux quelques années auparavant. De fait, tout le monde a pu constater depuis plusieurs années une dépolitisation à l'école, surtout par contraste avec la capacité inédite de mobilisation et de contestation de la jeunesse entre 1968 et 1974.

Parallèlement, on a assisté à une certaine désyndicalisation des salariés (bien que le nombre d'adhérents à une confédération soit difficile à cerner et que la définition en varie de l'une à l'autre). La CFDT aurait perdu 2.7 % de ses effectifs en 1978 et 3 % en 1979. Les nombres des cartes placées par la CGT (non compris les retraités) auraient baissé régulièrement d'environ 3 % par an depuis 1975⁽²⁾. La CGC, après avoir intensément recruté parmi les agents de maîtrise de 1968 à 1976, ne semble pas échapper à la crise. Il est également difficile de chiffrer le nombre des adhérents de la CFTC mais, depuis 1976, il semble qu'elle connaisse quelques difficultés. En revanche,

(1) J'emprunte cette expression à Emmanuèle Reynaud dans sa contribution à *La Sagesse et le Désordre*. Paris, Gallimard, 1980.

(2) H. Landier, *Demain : quels syndicats ?*, Paris, Le Livre de Poche, coll. Pluriel, 1981. Les sources sur ce point sont discutables et discutées mais la tendance signalée ici est reconnue par tous les observateurs.

la CGT-Force Ouvrière verrait croître ses effectifs à l'allure régulière de 3 % par an environ depuis 1973, ce qui la placerait aujourd'hui, semble-t-il, à égalité avec la CFDT.

La crise du syndicalisme ne se révèle pas seulement à travers les statistiques. Comme le dit un militant cégétiste, que cite Maurice Najman⁽³⁾ : « ces éléments quantitatifs ne donnent qu'une idée statistique du phénomène. Ce qui est pire, c'est par exemple, le fait que l'on ait du mal à trouver des camarades volontaires pour figurer sur les listes de délégués du personnel, que le militantisme quotidien s'étiole, que les réunions s'espacent, que la vie du syndicat s'éteint ».

Les causes de la désyndicalisation sont naturellement multiples et complexes. Les nouveaux venus sur le marché du travail (jeunes, femmes, immigrés, ...) ont des valeurs qui s'éloignent de celles de l'« homme de marbre »⁽⁴⁾, archétype du mouvement syndical. Refusant de lier le progrès social à l'accroissement de la productivité, les mouvements de femmes, de consommateurs, d'écologistes, ... remettent en cause le « respect » de la valeur sociale du travail, qui reste dominant dans le mouvement syndical. Par là on peut les rattacher aux mentalités centrées sur les besoins d'autonomie et d'expression de la personne, sur lesquels nous reviendrons plus loin. A la recherche de solidarités restreintes, et motivés par des thèmes qui les concernent plus directement (consommation, environnement, logement, partage sexuel des tâches, ...), les salariés se déchargent volontiers auprès des syndicats des problèmes qui leur paraissent leur échapper. En revanche, ils prennent en charge activement ceux sur lesquels leurs actions peuvent avoir des effets concrets et « immédiats » ; d'autant plus que les syndicats ont eu tendance, par le passé, à ignorer ces « nouveaux » problèmes. Même dans le cas contraire, par exemple lorsque FO a créé une association de défense des consommateurs, il est apparu à la grande masse des consommateurs que cette défense revenait davantage à une association *ad hoc* qu'à une ex-croissance du mouvement syndical. Aussi H. Landier a-t-il sans doute raison lorsqu'il déclare que : « la désyndicalisation s'interprète comme étant plus une crise de certaines formes d'action syndicale (...) qu'une crise du syndicalisme dans sa vocation première à savoir une représentation collective des intérêts des salariés ».

La tendance actuelle à la désyndicalisation ne signifie pas pour autant que nos concitoyens se désintéressent de tout militantisme. La multiplication brusque du nombre des associations montre le contraire : ils souhaitent toujours participer à la vie sociale mais de façon différente, plus autonome, plus concrète, etc., et au sein de groupes plus petits où l'expression de la personne reste possible. Les créations annuelles d'associations qui ne dépassaient pas quelques milliers en 1950¹ sont passées à 30 000 en 1977 et sont probablement, selon nos calculs, de près de 40 000 en 1982. En essayant de tenir compte d'une activité et d'une mortalité mal connues, le ministère de l'Intérieur estime que le nombre de ces associations se situe aujourd'hui entre 300 000 et 500 000 et qu'elles regroupent une vingtaine de millions d'adhérents. Ceci est

(3) N. Najman. Syndicats : la fin de l'homme de marbre. *Autrement*, n° 29. 1981.

(4) Du titre du film polonais de A. Wajda.

d'ailleurs confirmé par un sondage récent du CREDOC d'où il ressort que 47 % des Français déclarent appartenir à au moins une association. Ils n'étaient que 28 % dans une enquête réalisée par l'INSEE en 1967⁽⁵⁾.

L'engagement dans les associations relève prioritairement d'un souci d'efficacité dans la défense d'intérêts ponctuels. S'y expriment des aspirations multiples au changement, à des formes nouvelles d'organisation et à la recherche de nouveaux modes de vie. On se regroupe aujourd'hui pour défendre un espace vert ou pour créer une halte-garderie dans un grand ensemble. La structure associative est de plus en plus utilisée pour faire fonctionner de petites entreprises ou pour offrir des prestations socio-culturelles : presse, services collectifs, radios locales (pour lesquelles la récente loi vient d'ailleurs de reconnaître le monopole à la forme associative) etc. L'association devient un cadre juridique pour l'action de groupes sociaux locaux qui prennent en charge de façon « privée » les problèmes sociaux pour lesquels l'Etat-protecteur se révèle souvent une structure mal adaptée⁽⁶⁾.

La vigueur de la famille

Que la famille soit en voie de désagrégation est aujourd'hui un lieu commun. La mobilité imposée par l'industrialisation, le conflit des générations, l'augmentation du nombre des divorces, etc. sont autant d'indices qui révèlent, pense-t-on, la santé précaire de l'institution, en France comme à l'étranger. En fait le groupe domestique (ensemble des individus vivant au même « feu » et au même « pot ») n'a guère changé dans sa structure, bien qu'il ait diminué dans sa taille. Les évolutions récentes proviennent davantage des attitudes des individus vis-à-vis du couple et d'un renforcement des liens affectifs fondés sur la parentèle (ensemble des individus liés par le sang).

Il a fallu attendre les travaux récents d'historiens des populations pour se rendre compte que, sous l'Ancien Régime, la « famille large » était plus exceptionnelle que la « famille nucléaire ». La grande famille réunie quotidiennement autour du patriarche n'est qu'un mythe fabriqué par quelques historiens du XIX^e siècle. L'examen des taux de mortalité par âge démontrent qu'un enfant de vingt ans n'avait que peu de chances d'avoir ses grands-parents en vie et que, de plus, selon toute probabilité, l'un de ses parents était déjà décédé. Le divorce dissout aujourd'hui moins d'unions que la mortalité autrefois. Et avec l'allongement de l'espérance de vie, les différents âges ont davantage de chances de pouvoir se fréquenter même s'ils ne cohabitent pas, ce qui permet une vitalité nouvelle des réseaux de parenté. Les enfants vivent avec leurs parents,

(5) Pour plus de détails sur les résultats des enquêtes de l'INSEE sur ce point. cf. : Y. Lemel et C. Paradeise. Appartenance et participation à des associations. *Economie et Statistiques*, n° 55, avril 1974. M. Forsé, La socialibilité. *Economie et Statistiques*, n° 132, avril 1981.

(6) Il n'est guère possible de se faire une idée exacte de l'importance statistique de ce phénomène. Toutefois, le fait que le législateur envisage une réforme prochaine permettant plus de facilités et de souplesses pour toutes ces nouvelles associations est certainement un des signes de leur développement.

voient souvent leurs grands-parents et même un arrière-grand-parent. Le conflit des générations et le détachement de la vie familiale, dont on parle tant, ne sont d'ailleurs pas confirmés par les récentes enquêtes. Dans un sondage réalisé en 1977 par la COFREMCA⁽⁷⁾, 77,5 % des Français se sont déclarés d'accord avec l'opinion : « certains moments passés en famille sont ceux que j'apprécie le plus dans mon existence ». 5,6 % seulement ont catégoriquement refusé cette proposition⁽⁸⁾ ; les jeunes âgés de 13 à 17 ans répondent quant à eux, dans un sondage réalisé par la SOFRES en 1978, à 61 % que la famille « est bien comme ça », à 33 % que « ça pose quelques problèmes » et à 6 % seulement « qu'ils partiraient s'ils le pouvaient ».

Les enquêtes de l'INED⁽⁹⁾ montrent que, pour nos contemporains, le mariage doit être fondé sur l'amour et que le couple est investi d'une fonction affective essentielle. Autrefois on se mariait pour assurer la survie de la *gens*⁽¹⁰⁾, aujourd'hui il s'agit d'être heureux. Dans ce nouveau modèle, on commence d'abord par une période de concubinage. Selon l'INED⁽¹¹⁾, celui-ci a triplé en dix ans chez les jeunes, puisque près de la moitié des unions célébrées en 1977 avaient été précédées par une cohabitation des partenaires (phénomène plus fréquent dans les villes et dans les milieux supérieurs). Ensuite, le plus souvent, lorsqu'une naissance s'annonce, le couple se marie, mais le mariage ne dure que tant qu'il apporte une gratification affective. L'augmentation de la divorcialité⁽¹²⁾ reflèterait ainsi l'investissement affectif dans le couple : on divorce parce qu'on attend beaucoup du mariage.

L'affectif ne se limite pas au couple conjugal, il s'étend également aux parents des deux conjoints⁽¹³⁾. Non seulement les jeunes ménages choisissent de résider à proximité de leurs parents (75 % des couples mariés habitent à moins de vingt kilomètres de l'une ou l'autre des familles d'origine), mais ils entretiennent avec eux des relations nombreuses, qui assurent surtout un soutien moral aux parents et un soutien matériel aux enfants⁽¹⁴⁾. La période de crise que nous traversons conduit à renforcer les solidarités familiales, puisqu'en cas de difficultés, on hésite moins que jamais à solliciter ses parents.

Dans un contexte de migrations forcées, la parentèle permet de se repérer dans le temps et dans l'espace. C'est par l'histoire familiale que l'on sait qui l'on est et d'où l'on vient et, en ce sens, la famille est devenue une sorte de refuge. Dans le passé, notamment avant la généralisation de la sécurité sociale, elle assurait à ses membres en difficulté

(7) Cité par S. Chalvon-Demersay : Aimée ou haïe : la famille, in *La Sagesse et le Désordre*, Paris, Gallimard, 1980.

(8) Un autre sondage réalisé par la COFREMCA en 1977 révèle qu'à la question : « qu'est-ce qui vous a procuré le plus de plaisir cette année ? » 54 % des Français ont répondu « être en famille ». C'est l'*item* qui a recueilli le plus de suffrages. Viennent ensuite les amis et certaines activités de loisirs.

(9) L. Roussel et O. Bourguignon, *Génération nouvelles et mariage traditionnel*, Paris, Cahiers de l'INED, n° 86, 1978.

(10) P. Ariès, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Librairie Plon, 1960.

(11) L. Roussel, *op. cit.*

(12) En 1979, il y a à peu près 28 divorces pour 100 mariages célébrés pendant l'année.

(13) L. Roussel et O. Bourguignon, *La famille après le mariage des enfants*, Paris, Cahiers de l'INED, n° 78, 1976.

(14) Sur ce point, cf. : A. Pitrou, *Vivre sans famille ?*, Toulouse, Ed. Privat, 1978.

une sécurité matérielle. Aujourd'hui, partiellement déchargée de ce rôle, elle n'en demeure pas moins une institution indispensable au fonctionnement de la société globale. L'intensité des soutiens matériels et moraux qu'elle continue d'assurer lui conserve une fonction de sécurité, marginale mais essentielle aux individus, sans doute parce que les objectifs de la société et la « violence » qu'elle met à les réaliser, ont fait refluer vers elle toutes les attentes de relations heureuses. Par exemple, la croissance économique s'est accompagnée d'une concentration industrielle, d'une centralisation accrue et d'un rôle sans cesse plus important de l'Etat dans la gestion des affaires sociales, qui pour l'individu se sont traduits, entre autres, par l'impression de n'être souvent qu'un numéro anonyme. Ainsi, rêve-t-il aujourd'hui « d'une famille utopique dont l'étroite mais fervente solidarité, à elle seule, compenserait toutes les fraternités perdues » (15).

Besoin d'autonomie et tendance au repli

Les quelques signes de repli que nous venons de décrire correspondent à des changements de sensibilités, d'attitudes et de comportements que plusieurs observateurs de la société ont bien diagnostiqués. Pour Alain de Vulpian (16), on assiste, depuis 1974, parmi les changements majeurs dans l'évolution des courants socio-culturels de notre société, à un renforcement des différences entre individus, ainsi qu'à une contraction des cercles auxquels ils appartiennent et s'identifient (17). Cela signifie tout d'abord que les motivations d'expression personnelle et d'accomplissement (18) sont aujourd'hui plus importantes que celles de standing ou de sécurité économique. Si l'on accepte la thèse du sociologue américain David Mc Clelland (19), qui a établi que le « need for achievement » (que l'on peut traduire par besoin d'accomplissement) influe de façon décisive sur la vitalité économique des individus, on peut penser que nos cadres devraient continuer à avoir du tonus et que, contrairement à beaucoup d'idées reçues, les jeunes ne seront pas enclins à se « prélasser ». D'autre part, l'expression de la personne est devenue une valeur sociale. Nos concitoyens sont motivés aujourd'hui par la recherche de leurs différences, l'expression de leurs humeurs et de leur affectivité. Ce courant est particulièrement dynamique en 1981 (20).

(15) L. Roussel, Changements démographiques et modèles familiaux, in *Actes du colloque national sur la démographie*, Paris, PUF, Cahiers de l'INED, n° 92, 1981.

(16) Président de la COFREMCA qui, depuis 1950, a identifié un certain nombre de courants socio-culturels majeurs et suit chaque année leur évolution par enquêtes sur échantillons représentatifs.

(17) A. de Vulpian, L'évolution des mentalités : conformisme et modernité in *Français, qui êtes-vous ?* sous la direction de J.-D. Reynaud et Y. Grafmeyer, Paris, La Documentation Française, 1981.

(18) En 1981, les enquêtes de la COFREMCA montrent que le besoin d'accomplissement reste stable et élevé, notamment chez les cadres supérieurs, les cadres moyens, les artisans et les petits commerçants. D'autre part, il ne régresse dans aucune tranche d'âge et au contraire progresse assez fortement chez les jeunes (15-20 ans et 29-34 ans).

(19) D. Mc Clelland, *The Achieving Society*, Princeton, D. Van Nostrand, 1961.

(20) Selon les statistiques du système COFREMCA de suivi de courants socio-culturels (3SC), les « expressifs » représentent 46 % de la population, 78 % des personnes ayant une instruction supérieure, 63 % des 21-28 ans et se multiplient rapidement parmi les ouvriers qui sont en train de rattraper leur retard sur les cadres et employés.

Il résulte de ces enquêtes que, malgré la création d'une immense classe moyenne, où les différences entre les catégories socio-professionnelles comme entre urbains et ruraux s'estompent, et malgré l'homogénéisation des modes de consommation prouvée par les statistiques de l'INSEE, la croissance n'a pas eu pour effet « de reproduire la même société à une échelle agrandie, mais d'accentuer la différenciation des activités et des groupes sociaux »⁽²¹⁾. Deux observations permettent de le montrer. Primo, les individus de la classe moyenne se différencient moins selon des critères socio-démographiques et de plus en plus par leur mode de vie, leur culture, leurs centres d'intérêt, leur sociabilité, etc. Ils s'inventent eux-mêmes dans leurs groupes élémentaires. Secundo, si l'ancien clivage entre ville et campagne s'est estompé (disparition des paysans, prolifération des « citadins-campagnards », urbanisation et résidences secondaires, pénétration de la consommation de masse dans les campagnes, etc.) il n'en demeure pas moins vrai qu'entre les agglomérations rurales (moins de 10 à 15 000 habitants⁽²²⁾) et les villes moyennes ou grandes, les formes de sociabilité, les réseaux de communication, de commercialisation et de pouvoir, etc., restent de nature tout à fait différente⁽²³⁾.

Le besoin d'expression personnelle va de pair avec les besoins d'autonomie et d'« enracinement »⁽²⁴⁾ qui poussent les Français à se replier sur des petits groupes. Ainsi, Bernard Cathelat⁽²⁵⁾ indique que, depuis 1974, le style de vie d'« aventure » est en récession⁽²⁶⁾. L'aventure se définit par un système de valeurs telles qu'ouverture au monde, mobilité, innovation accélérée, progrès des sciences et de la technologie, esprit d'entreprise, ambition et volonté de réussite, etc., mais aussi, refus des contraintes, sensualisme de l'esthétique, de la mode, du loisir... Cette subculture était comme le symbole de la modernisation de la France entre les années 50 et 75, le scénario d'avenir d'une société en marche vers un horizon post-industriel. Or, « contesté de l'intérieur par presque toutes les minorités agissantes (consumérisme, écologie, régionalisme, féminisme en partie, ...), choqué par la récession économique, le modèle socio-culturel d'aventure, et son stéréotype de jeune loup dynamique, technocrate multinational aux dents longues, n'est plus le référent majeur de l'imaginaire collectif »⁽²⁷⁾. En contre-partie, le style de vie qualifié de « recentrage » est en expansion. Se fondant sur le déclin de l'esprit d'aventure, il rassemble

(21) J.-D. Reynaud, *Français, qui êtes-vous ?*, Paris, Documentation Française, 1981.

(22) Seuil proposé par H. Mendras. Cf. *La Sagesse et le Désordre*, Paris, Gallimard, 1980.

(23) Résultats de recherches effectuées dans le cadre d'une Action Thématique Programmée du CNRS, dirigée par J. Lautman : Observation Continue du Changement social et culturel.

(24) Courants socio-culturels que la COFREMCA voit croître régulièrement. L'extraordinaire vogue pour les recherches généalogiques est un des signes qui atteste ce puissant besoin actuel des Français de se trouver des racines. Quant au besoin d'autonomie, J.-D. Reynaud, observant les tendances nouvelles de notre société note : « A droite, le renouveau des idées libérales contre les traditions autoritaires, à gauche, les thèmes anarchistes contre le centralisme dit démocratique signifient tous deux, bien évidemment, le goût de faire ses affaires soi-même et de ne pas en déléguer le soin aux autorités supérieures » (*op. cit.*, p. 14)

(25) B. Cathelat dirige le Centre de Communication Avancée du groupe Havas/Eurocom qui effectue depuis 1970 une observation périodique des styles de vie des Français par enquêtes sur échantillons représentatifs.

(26) B. Cathelat. Les styles de vie. *Futuribles*, n° 43, avril 1981. Il avance là les chiffres suivants : chute de 42 % en 1974 à 15 % en 1980

(27) B. Cathelat, *op. cit.*

aujourd'hui une majorité de Français⁽²⁸⁾ autour d'un système de valeurs dont le pôle principal est la sécurité (non pas matérielle *stricto sensu*, mais en quelque sorte qualitative, morale, affective, etc.) qu'ils trouvent dans la tradition, l'ordre social et moral du consensus, la vie micro-sociale, l'installation matérielle et le confort du nid, et aussi dans l'évasion imaginaire et contre la course au progrès. Ce style de vie est certainement un courant porteur pour les années à venir et révèle, pour ce qui nous intéresse, une tendance favorisant les structures micro-sociales classiques comme la famille, les communautés locales ou régionales, les clubs et associations, les identités ethniques, etc. ou nouvelles avec en particulier, les communautés médiatisées par la presse et les ondes.

On retrouverait d'ailleurs des orientations analogues dans les enquêtes réalisées périodiquement par la CEE et publiées dans Eurobaromètre⁽²⁹⁾. A côté des « matérialistes » qui donnent la priorité à la lutte contre l'inflation et au maintien de l'ordre public, on voit poindre partout des « post-matérialistes » (bien sûr à des degrés divers selon les pays) pour qui tout semble se passer comme si les soucis de subsistance et de protection devenant moins pressants, la préoccupation principale était d'ordre qualitatif — besoin d'estime et d'appartenance, expression de soi, etc.

En outre, les processus d'identification sociale des individus se recourent de moins en moins. Si X, Y et Z sont trois individus de classe moyenne, X peut s'identifier à Y du point de vue de sa sociabilité et Y à Z pour ses centres d'intérêt... Les appartenances se chevauchent plus que par le passé, sans doute parce que l'éventail des possibles est de plus en plus large et que le besoin d'expression personnelle, par réaction au nivellement vers la moyenne, pousse les individus à l'utiliser au maximum. Bien loin de se simplifier et de s'homogénéiser, notre société a donc accusé durant ces dernières années une très nette tendance à se complexifier et à se diversifier.

Conclusion : trois conséquences

Bien que d'approches différentes, toutes les études évoquées ici se renforcent pour montrer qu'aujourd'hui la société est de plus en plus complexe, diverse, que les cercles d'identification sociale et d'appartenance se contractent, que les individus se replient sur le micro-social. Ces mouvements qui sont liés entre eux constituent les tendances majeures du changement social en France et seront sans doute des courants porteurs pour les années à venir. Derrière ce « recentrage » et par-delà ses manifestations, des régulations sociales importantes sont en question : la division des rôles dans la société par sexe et par âge, les modalités du soutien affectif et matériel, le statut de la compétence des experts face à l'expérience vécue, les relations et la place respectives des activités

(28) Ce courant passerait de 36 % en 1974 à 49 % en 1980 (B. Cathelat, *op. cit.*)

(29) Eurobaromètre, publication biannuelle des services de la Commission des Communautés Européenne. Bruxelles.

productrices et autres... Les conséquences qui en découlent concernent, entre autres, le recrutement du personnel politique, les types de consommation et l'économie informelle.

On pouvait s'étonner à juste titre que, jusqu'ici, ce mouvement se soit si peu marqué dans la vie politique française. Aujourd'hui une réflexion sur le scrutin du 10 mai montre que son issue n'y a pas été étrangère. La composition de la nouvelle assemblée législative en est plus encore une conséquence. L'élu « national » a toujours été d'abord un notable local : plus d'un ministre a démissionné à la suite d'un échec à une élection municipale car la tradition de notre démocratie est ainsi faite que la caution du local paraît indispensable à une responsabilité nationale. On sait à peu près quels sont les réseaux d'influence, de pouvoir, etc. sur lesquels s'appuie le notable local dans nos campagnes. En revanche, dans nos grandes cités d'aujourd'hui, ces réseaux sont beaucoup plus courts, ils se ramifient moins dans les groupes locaux. L'intensification de l'urbanisation posait donc le problème du renouvellement des réseaux d'origine des notables. Or, une bonne partie des nouveaux députés appartient à cette « classe » en pleine expansion depuis dix ans formée d'enseignants, de psycho-pédagogues, d'animateurs socio-culturels, de cadres para-médicaux, d'assistantes sociales, etc., ceux qui précisément semblent être à la base de la création de beaucoup des nouvelles associations dont nous avons parlé. Le développement du mouvement associatif a donc permis, dans les villes, de tisser de nouveaux réseaux d'où sont sortis et sur lesquels s'appuient les notables qui viennent de s'installer en majorité à l'Assemblée Nationale.

Pour l'entrepreneur et l'homme de marketing, la tendance au repli est également porteuse de transformations. La consommation, aujourd'hui massive, de produits évoquant la convivialité familiale, locale ou rustique y est certainement liée. Dans le même esprit, on passe de la consommation de masse dite « fermée », celle des produits standards, à la consommation « semi-ouverte », celle des produits modulaires que le consommateur peut, en quelque sorte, façonner selon ses désirs mais dans les limites des modules qui lui sont offerts : de la calculette au micro-ordinateur, de la télévision à la possibilité de « fabriquer » ses soirées grâce à la vidéo-cassette et bientôt aussi grâce à la multiplication des chaînes, du meuble standard aux espaces de rangement modulaires en kit, etc. Le produit ne doit plus avoir pour mérite de révéler l'identification à une strate macro-sociale, mais l'appartenance à une petite collectivité, où l'on veut retrouver l'expression de sa différence. Pour des raisons identiques, le domaine des communications sociales médiatisées au sein de petits groupes (radios locales, CB, réseaux câblés, téléinformatique, etc.) est certainement plein d'avenir. A côté des médias de masse, l'existence, aujourd'hui, de ce marché de « petits » médias permet de penser que l'industrie des communications sera, à terme, promue à jouer le rôle que l'industrie automobile a pu avoir dans le passé.

Il est certain, enfin, que le développement de l'économie informelle, que tous les économistes s'accordent à reconnaître, est directement lié au mouvement de repli que nous venons de décrire. Il ne peut donc plus s'interpréter comme la simple conséquence mécanique de la montée

du chômage. Une enquête monographique sur l'agglomération Lilloise⁽³⁰⁾ montre clairement que la perte d'emploi ne s'accompagne pas nécessairement, pour les individus concernés, d'une brusque hausse du temps consacré au travail au noir. Dans certains cas, au contraire, la perte des réseaux indispensables à sa mise en œuvre pourrait occasionner une chute du temps consacré à ce type d'activité. Les causes sont donc plus profondes et peuvent précisément être recherchées dans le mouvement de repli vers de petits groupes. La volonté d'échapper au fisc implique le recours à l'économie informelle, mais celui-ci suppose des réseaux de relations sociales et familiales nombreux et très enchevêtrés. Or le mouvement que nous avons décrit a eu pour conséquence de développer ces réseaux de sociabilité dont l'une des fonctions principales est de créer de l'identité (on s'y reconnaît, on s'y classe, on se différencie et on s'oppose, on se rassemble et on s'évite). Il a donc par là favorisé la croissance du secteur informel de l'économie. Inversement les échanges souterrains de biens et de services ou l'auto-production sont les plus à même de satisfaire les besoins d'autonomie, d'expressivité, de sociabilité immédiate et de différence. L'économie informelle contribue à présent à recréer toute une sociabilité qui existait dans le village ou le quartier d'autrefois et que l'économie marchande avait contribué à détruire.

(30) Cf. F. Stankiewicz et al., *Les chômeurs et l'économie informelle*, Université de Lille I, LAST, juin 1981. Observation Continue du Changement Social et Culturel.